



**RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DES AMÉRIQUES
RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF
Brasilia, Brésil, 13 octobre 2013**

Projet de compte rendu

1. Mot de bienvenue de la Présidente du Réseau des femmes parlementaires, la Sénatrice Diva Gastélum

La présidente a souhaité la bienvenue aux membres du Comité exécutif ainsi qu'aux parlementaires du Brésil présents à titre d'observateurs. Elle a remercié l'Assemblée hôte d'accueillir l'Assemblée générale de la COPA et la Réunion annuelle du Réseau. Elle a souligné l'importance de la participation du Brésil pour la COPA et le Réseau des femmes et a remercié l'UNALE de recevoir cette réunion du Comité exécutif dans les locaux de son siège social.

2. Approbation de l'ordre du jour et vérification du quorum

La présidente a lu le projet d'ordre du jour qui a été approuvé sans modification. Le quorum avait déjà été validé en accord avec les statuts du Réseau qui requièrent la présence du tiers des membres, provenant d'au moins trois régions géographiques différentes. Étaient présentes les membres suivantes :

- Madame Diva Gastélum, sénatrice et présidente du Réseau
- Madame Marie Bouillé, députée et représentante du Secrétariat du Réseau
- Madame Mireya Zamora Alvarado, députée et représentante pour l'Amérique centrale
- Madame Alicia Gutiérrez, députée et représentante pour l'Union des Parlementaires sud-américains et du Mercosur
- Madame María Conceição Vieira Santos, députée et représentante du Cône Sud

3. Approbation de la liste des personnes présentes à titre d'observatrices

La présidente a remercié les législateurs et législatrices du Brésil présents à cette réunion. Les membres du Comité exécutif ont accepté la présence des observateurs mentionnés.

4. Approbation du rapport de la réunion du Comité exécutif qui s'est tenue au Mexique le 30 novembre 2012

Le rapport a été adopté sans modification.

5. Information sur la Seconde Consultation des femmes parlementaires et signature d'un accord de collaboration entre le Réseau et la Commission interaméricaine des femmes (CIM) de l'Organisation des États Américains (OEA).

La présidente du Réseau a mentionné qu'une première consultation a été réalisée à Santo Domingo, République dominicaine, en juillet 2012, dans le cadre du développement d'un projet de collaboration entre le Réseau et la CIM. L'objectif principal de cette Consultation était de développer une initiative panaméricaine pour le renforcement des capacités d'influence et de contrôle des commissions et des groupes parlementaires pour l'égalité des sexes. La présidente a présenté le rapport qui a été préparé à la suite de l'événement et qui est disponible sur le site Internet du Réseau.

L'objectif de la Seconde Consultation vise à établir les priorités d'un agenda législatif pour les droits des femmes et l'égalité des sexes dans les Amériques. La présidente a souligné que la signature d'un accord de collaboration entre le Réseau et la CIM était prévue avant la tenue de la Consultation. Elle a invité toutes les membres à arriver tôt pour assister à cet important événement.

6. Révision du projet d'ordre du jour de la XI^e Réunion annuelle du Réseau et étude des projets de résolution

L'ordre du jour de la XI^e Réunion annuelle a été approuvé sans modification.

Lecture des deux projets de résolution:

- a) Résolution sur la « Pauvreté, l'Équité salariale et l'autonomisation économique des femmes »
- b) Résolution « Réseau des femmes pour l'eau, un compromis pour un futur meilleur : Femmes, Eau et Développement durable »

Les membres du Comité exécutif se sont entendues pour changer l'utilisation de l'expression « équité des genres » pour « égalité des genres ».

7. Examen et recommandation sur la proposition de modification aux statuts du Réseau.

La présidente a expliqué que ce point a été ajouté à l'ordre du jour afin de prendre en considération la demande écrite, reçue en novembre 2012, provenant des députées Gloria Bidegaín et Mireya Zamora, de changer les statuts afin de permettre la réélection de la présidente. Tel que le prévoit la procédure, la demande a donc été incluse officiellement à l'ordre du jour de la Réunion annuelle afin que les participantes prennent une décision avant de procéder aux élections des membres du prochain Comité exécutif.

La présidente a spécifié l'importance d'examiner et de formuler une recommandation sur cette proposition de modification des statuts, afin de la présenter aux participantes présentes à la

Réunion annuelle le lendemain. Elle a mentionné que la possibilité d'établir un accord politique a été éliminée afin de prioriser le changement de statuts, cela afin d'assurer la légitimité du prochain mandat de la présidente du Réseau.

La députée Mireya Zamora a présenté la proposition de changement des statuts pour examen des autres membres du Comité exécutif. La proposition prévoit des modifications aux articles 5 et 6 des statuts et la modification d'un paragraphe des règles de procédure.

La députée Alicia Gutiérrez, la sénatrice Hilda Flores, la députée Marie Bouillé et la députée Ileana Brenes ont manifesté leur accord devant la possibilité de renouveler le mandat de la présidente, proposition qui devait être adoptée de manière officielle par un changement des statuts du Réseau.

La présidente a précisé qu'il y avait deux options:

- permettre le renouvellement du mandat de la présidente et de la vice-présidente une seule fois;
- permettre seulement le renouvellement du mandat de la présidente (une seule fois) et ne pas permettre la réélection de la vice-présidente.

La députée Zamora et la députée Gutiérrez ont manifesté leur accord pour que le mandat de la présidente puisse être renouvelé une seule fois. Madame Gutiérrez a mentionné le risque que cela entraîne une faible rotation au sein des postes de responsabilité, et qu'il serait important d'accroître la promotion du Réseau afin d'augmenter la participation de nouvelles femmes parlementaires aux activités de ce dernier.

La députée Aixa Hevia Gonzales de Cuba a manifesté sa préférence pour que la présidente et la vice-présidente puissent être réélues.

À la suite des discussions, les membres du Comité exécutif ont établi le consensus suivant afin de modifier les articles 5 et 6 des statuts, ainsi que les règles de procédures du Réseau : que le mandat de la présidente puisse être renouvelé une seule fois et que la vice-présidente ne puisse être réélue.

8. Information sur les élections du Comité exécutif du Réseau pour le mandat 2013-2015

La présidente a rappelé que la proposition de modification des statuts devait être présentée et soumise à votation durant la Réunion annuelle du lendemain. La députée Inés Pandelo a accepté de présenter la proposition.

La présidente a rappelé aux membres intéressées la nécessité de pourvoir tous les postes de représentantes du Comité exécutif et l'importance de remplir le bulletin de candidature pour l'élection du lendemain. Elle a invité la sénatrice Hilda Flores du Mexique, la députée Aixa Hevia González de Cuba, la députée Segundina Flores de la Bolivie et la députée Liliane Roriz du Brésil à présenter leur candidature.

9. Divers

La présidente Gastélum a présenté un projet de plan de travail pour le mandat 2013-2015 qui devra être approuvé par le nouveau Comité exécutif élu le lendemain.

Elle a souligné la nécessité d'établir des indicateurs pour faire la promotion du Réseau et augmenter la participation des femmes parlementaires.

Les thèmes suivants ont été proposés pour le prochain mandat :

- La violence envers les femmes
- Les femmes migrantes
- L'impact des changements climatiques sur les femmes (le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire)
- La mortalité maternelle et infantile
- L'accès des femmes à la justice et à la protection légale
- Les droits sexuels et reproductifs des femmes
- Réviser les agendas locaux dans une perspective de genres
- Les avortements non sécuritaires

En conclusion, la députée Marie Bouillé, de l'Assemblée nationale du Québec, a lancé une invitation officielle à la présidente et aux membres du Comité exécutif à participer au Séminaire interparlementaire sur le 20^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing, les 21 et 22 janvier 2014, à Québec.